



Programme de renforcement de la résilience
aux catastrophes en Afrique subsaharienne :

Résultat 5

Initiative de financement des risques de
catastrophes en Afrique

Rapport d'activité 2014 - 2016



Mis en œuvre par :



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

© Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement

Banque mondiale – 1818 H Street, NW, Washington, DC, 20433, États-Unis

Tous droits réservés

Ce rapport a été rédigé pour l'initiative du Financement des risques de catastrophes en Afrique (« ADRF » - Africa Disaster Risk Financing), une initiative du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne (UE) et mise en œuvre par la Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) et la Banque mondiale, dans le cadre du programme élargi de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne.

Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'ACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2016 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Conception : Miki Fernández/ULTRAdesigns, Inc.



Programme de renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne :

Résultat 5

Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique

Rapport d'activité 2014 - 2016

Ce rapport d'activité fait la synthèse des activités du Résultat 5, connu également sous le nom de l'initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique, appelée « ADRF » (Africa Disaster Risk Financing) ou « l'Initiative ADRF », depuis le lancement du programme en août 2014 jusqu' à la date du 30 juin 2016. Ce rapport donne un aperçu des activités accomplies jusqu'à cette date, tout en relevant les priorités et les enjeux à venir.

L'Initiative ADRF vise à fournir aux pays africains des mécanismes novateurs de financement des risques, susceptibles de réduire considérablement les pertes subies en cas de catastrophe, d'accélérer le relèvement et de renforcer la résilience face aux aléas naturels. Bien qu'elle n'en soit qu'à ses débuts, l'Initiative ADRF a déjà produit des résultats concrets en aidant des États dans leurs efforts de renforcement des capacités nécessaires pour adopter des stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local.

Sigles et abréviations

ACMAD	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
ADRF	Financement des risques de catastrophe en Afrique
ARC	African Risk Capacity (Capacité africaine de gestion des risques)
BAD	Banque africaine de développement
BM	Banque Mondiale
CE	Commission européenne
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CER	Communautés économiques régionales
CERC	Contingent Emergency Response Component (Composante contingente de réponse d'urgence)
CPP	Comité de pilotage du programme
CUA	Commission de l'Union africaine
DFID	Department for International Development (Département britannique pour le développement international)
DRFIP	Disaster Risk Financing and Insurance Program (Programme de financement et assurance des risques de catastrophe)
EUMETSAT	European Organization for the Exploitation of Meteorological Satellites (Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques)
FED	Fonds européen de développement
FMI	Fonds monétaire international
GBM	Groupe de la Banque mondiale
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement)
GRC	Gestion des risques de catastrophe
HSNP	Hunger Safety Net Program (Programme de filet de sécurité contre la faim)
IDA	International Development Association (Association internationale de développement)
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
MASDAP	Malawi Spatial Data Platform (Plate-forme de données spatiales du Malawi)
MRI	Mécanisme de réponse immédiate
OpenDRI	Open Data for Resilience Initiative (Initiative pour le libre accès aux données pour la résilience)
PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSNP	Productive Safety Net Program (Programme de filet de sécurité sociale productif)

RIASCO	Regional Inter-Agency Standing Committee (Comité permanent inter-organisations)
RPLRP	Regional Pastoral Livelihoods Resilience Project (Projet régional de résilience des moyens de subsistance des populations pastorales)
S&E	Suivi et Évaluation
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SFDRR	Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (Sendai Framework for Disaster Risk Reduction)
SGNU	Secrétaire général des Nations Unies
SWIO RAFI	Southwest Indian Ocean Risk Assessment and Financing Initiative (Initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien)
TdR	Termes de référence
UE	Union européenne
UNISDR	United Nations International Strategy for Disaster Reduction (Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes)
URF	Understanding Risk and Finance Conference (Conférence Comprendre les risques et la finance)



Cérémonie d'ouverture de la conférence Comprendre les risque et la finance (URF), le 17 novembre 2015 à Addis-Abeba, où l'Initiative ADRF a été lancée officiellement. *Source* : Banque mondiale

Table des matières

1. Introduction p7

2. À propos de l'Initiative ADRF p9

3. Faits saillants p11

4. Vue d'ensemble des activités p12

4.1 Gouvernance du programme p12

4.2 Cadre de suivi et évaluation p13

5. Progrès réalisés par composante p14

5.1 Création de l'environnement de données propice au financement des risques p14

5.2 Soutien apporté aux pays à l'élaboration de stratégies de financement des risques p17

5.3 Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances p23

Annexe

Annexe 1 : Communication et visibilité p27

Encadrés

Encadré 1 : Profils de risques simplifiés p16

Encadré 2 : Point de mire sur le Kenya p22

Encadré 3 : Conférence Comprendre les risques et la finance (URF) p26

Tableaux

Tableau 1 : Résumé des domaines prioritaires de soutien demandés par les pays p18



L'arbre, Mozambique. *Source* : Banque mondiale

1. Introduction

Après avoir ralenti en 2015 pour s'établir à 3 pourcent, la croissance économique de l'Afrique Subsaharienne s'est effondrée pour atteindre 1,6 pourcent en 2016, soit son plus bas niveau depuis deux décennies. Le faible coût des produits de base et le durcissement des conditions financières, exacerbés par des situations politiques instables, des sécheresses et des problèmes liés à la sécurité, ont continué à affecter l'activité économique de la région. Ceci s'est vu confirmé par le ralentissement économique des plus grosses puissances de l'Afrique Subsaharienne, notamment des pays exportateurs de pétrole. Toutefois, à peu près un quart des pays de la région montrent des signes de résilience.¹

Les pays africains continuent d'être confrontés à des difficultés persistantes et prolongées en matière de développement. Les catastrophes naturelles à répétition n'en sont pas des moindres et portent atteinte aux gains de développement de l'Afrique. Cyclones, tempêtes, inondations, sécheresses, glissements de terrain et fluctuations extrêmes de températures sont autant de catastrophes qui nuisent considérablement au développement social et économique de nombreux pays. En dépit de l'intensification des efforts de renforcement de la résilience face aux catastrophes qui ont été engagés ces dernières années aux niveaux régional, sous régional et national, la réduction des aléas naturels, l'atténuation de leurs effets et la préparation à leur survenue se sont avérées complexes. Cette problématique ne fait que poindre dans l'agenda politique de nombreux gouvernements africains.

Pour atténuer les impacts socio-économiques, budgétaires et financiers des catastrophes, de nombreux pays africains sollicitent de plus en plus d'aide pour comprendre les aléas, leur vulnérabilité et les risques sous-jacents, afin d'élaborer en conséquence des stratégies de financement et d'assurance des risques. Les gouvernements commencent à envisager la protection financière comme un facteur important d'une approche globale vis-à-vis de la gestion des risques de catastrophes (GRC).

L'expérience montre que dès lors que des engagements financiers sont pris en amont d'une catastrophe, les États disposent d'un système bien meilleur pour gérer les risques. Ainsi par exemple, le FONDEN,² instrument financier mis en place après le tremblement de terre de 1984 au Mexique, a-t-il permis au gouvernement mexicain de disposer de moyens financiers adéquats après des catastrophes naturelles. Dès 1999, le fonds a joué un rôle crucial pour faciliter la reconstruction en temps voulu d'infrastructures fédérales et infranationales. Plus récemment, une évaluation de l'impact du FONDEN³ a constaté que ce mécanisme avait augmenté de 2 à 4 % le produit intérieur brut après une catastrophe, résultat pour le moins significatif.

Pourtant, pour que les pays d'Afrique Subsaharienne puissent enclencher le potentiel de ce type d'initiatives, une détermination soutenue sera nécessaire en vue de résorber un certain nombre des obstacles existants. Un rapport de 2012 de la Banque mondiale⁴ a mis en évidence plusieurs entraves au renforcement de la résilience financière en Afrique subsaharienne : la

¹ "Africa's Pulse – An Analysis of Issues Shaping Africa's Future", Octobre 2016, Volume 14. Bureau du chef économiste. Groupe de la Banque Mondiale.

² Fonds pour les catastrophes naturelles du Mexique.

³ <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/DisasterRisk.pdf>

⁴ Disaster Risk Financing and Insurance in Sub-Saharan Africa, Bennani and White.



Table ronde pendant la conférence
Comprendre les risques et la finance
(URF). *Source* : Banque mondiale

faiblesse des capacités institutionnelles, le manque d'approche intégrée à la mobilisation des ressources et à l'exécution du budget, l'absence de stratégies nationales concernant le financement et l'assurance du risque de catastrophe naturelle, ainsi que l'insuffisance des données nécessaires pour cerner les risques et les quantifier.

Pour relever ces défis, l'initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique (ADRF) a été lancée en 2015 dans le cadre du Programme Afrique Caraïbes et Pacifique (ACP) – Union européenne (UE) de renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne, une initiative du Groupe des Etats ACP financée par l'UE.

2. À propos de l'initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique

L'UE et le Groupe des États ACP ont établi le Programme de coopération intra-ACP de **Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne** (ou **Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne** dans sa forme abrégée)⁵, financé dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement (FED) dont l'objectif global est le **renforcement de la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts de catastrophes naturelles**. Sont également concernés les impacts potentiels du changement climatique pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable.

Pour atteindre cet objectif, cinq Résultats ont été retenus et sont mis en œuvre par plusieurs organisations partenaires, notamment la Banque africaine de développement (BAD), la Commission de l'Union africaine (CUA), le Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR) et la Facilité mondiale pour la réduction des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR) au sein de la Banque mondiale. Il s'agit des résultats suivants :

- R1 : Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la réduction des risques de catastrophe. Mis en œuvre par la CUA et l'UNISDR.
- R2 : Les communautés économiques régionales⁶ (CER) africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la gestion des risques de catastrophe (GRC) afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Mis en œuvre par la GFDRR.
- R3 : Les capacités de base des centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services météorologiques et climatologiques des agences de réduction des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. Mis en œuvre par la BAD.
- R4 : Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. Mis en œuvre par l'UNISDR.
- R5 : Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains à prendre des décisions informées et à atténuer les impacts socio-économiques, budgétaires et financiers des catastrophes. Mis en œuvre par la GFDRR.**

La GFDRR est responsable de la mise en œuvre de R2 et R5. Ce rapport examine spécifiquement les réalisations dans le cadre du programme R5.

⁵ De plus amples renseignements sur l'Initiative ADRF et le Programme dans son ensemble sont disponibles à <http://www.preventionweb.net/resilient-africa/>.

⁶ La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et La Communauté de développement d'Afrique australe (SADC)

Résultat 5

Les objectifs principaux de l'Initiative ADRF sont de soutenir l'élaboration de stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains à prendre des décisions éclairées, d'améliorer les capacités d'intervention financière post-catastrophe et d'atténuer les impacts socio-économiques, budgétaires et financiers des catastrophes dans les pays d'Afrique.

L'initiative prévoit de mettre à bon escient l'adoption d'outils novateurs en matière d'identification, d'évaluation et de financement des risques dans les limites des cadres politiques et des agendas de développement de plusieurs pays africains à faibles et moyens revenus.

Pour réaliser ces objectifs, l'Initiative ADRF comporte trois composantes opérationnelles :

- A) Création de l'environnement de données propice au financement des risques ;
- B) Soutien apporté aux pays à l'élaboration de stratégies de financement des risques ;
- C) Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances.

Les résultats attendus de l'Initiative ADRF sont les suivants :

- A) Le renforcement des capacités en matière de production, d'accès et d'utilisation d'informations sur les risques de catastrophes en vue de procéder à des évaluations des risques qui viennent étayer l'élaboration de stratégies de GRC, comme par exemple des programmes d'investissement dans la protection financière et la réduction des risques ;
- B) Le renforcement des capacités en vue d'incorporer dans le processus décisionnel les informations sur les risques de catastrophes et les risques climatiques ;
- C) L'élaboration de stratégies visant à accroître la résilience financière contre les aléas naturels ; et
- D) La facilitation du partage des connaissances et des méthodes les plus performantes concernant des solutions de financement des risques pour les pays africains.

Les activités qui relèvent de l'Initiative ADRF viennent renforcer et sont en conformité avec l'approche énoncée par le Programme d'action⁷ de la CUA et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (SFDRR) 2015-2030.⁸

⁷ [http://www.unisdr.org/files/13655_POAinEnglishadoptedinNairobi16April\[1\].pdf](http://www.unisdr.org/files/13655_POAinEnglishadoptedinNairobi16April[1].pdf)

⁸ Et son prédécesseur au moment de son lancement, le Cadre d'action de Hyogo (HFA) 2005-2015.

3. Faits saillants

- ✱ L'Initiative ADRF a facilité l'élaboration de **profils de risques multi-aléas simplifiés** à l'échelle nationale pour **l'Éthiopie, le Kenya, le Niger, le Sénégal et l'Ouganda**. Ces profils démontrent clairement les risques posés par toute une variété d'aléas naturels. Ils illustrent aussi l'impact que ces risques pourraient avoir sur la croissance socio-économique et l'influence qu'ils pourraient subir sous les effets du changement climatique. Forts de ces informations, les États concernés sont en mesure d'utiliser les données sur les aléas pour mieux comprendre les pertes financières découlant des catastrophes.
- ✱ Deux **études analytiques sur l'impact des catastrophes sur la pauvreté** ont été réalisées en 2016 : Bien-être, croissance des revenus et situations de crise en Ouganda et Vulnérabilité vis-à-vis de la pauvreté en milieu rural au Malawi.
- ✱ L'équipe opérationnelle ADRF a effectué une série d'importantes missions préparatoires afin de permettre l'élaboration de sa stratégie de développement. Elle a ainsi **entamé le dialogue sur le financement des risques dans 11 pays**, identifié des partenaires locaux clés et exploré la possibilité de synergies avec d'autres programmes pertinents dirigés par des organisations humanitaires et de développement.
- ✱ Des **rapports de diagnostic initial sur le financement des risques de catastrophes** ont été produits pour le **Kenya, le Sénégal, Madagascar et l'Afrique du Sud**. Ceux-ci ont abordé des problématiques différentes en fonction du contexte de chaque pays et des demandes spécifiques des gouvernements respectifs.
- ✱ L'Initiative ADRF a permis d'appuyer des activités de partage des connaissances et de bonnes pratiques sur des solutions pour l'évaluation et le financement des risques. La **conférence Comprendre les risques et la finance (URF)** s'est tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 17 au 20 novembre 2015, en partenariat avec la CUA, l'UE et le gouvernement éthiopien. Cette conférence a réuni 450 participants et un large éventail de partenaires africains, dont la BAD, l'université d'Addis-Abeba, l'organisation *African Risk Capacity* (Capacité africaine de gestion des risques - ARC) ainsi que des entreprises du secteur privé et des compagnies d'assurance.
- ✱ L'**Initiative pour le libre accès aux données et la résilience** (OpenDRI) a été mise en œuvre au Malawi et au Niger ainsi que dans divers États insulaires de l'océan Indien dans le cadre de l'**Initiative d'évaluation et de financement des risques dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI)**.

4. Vue d'ensemble des activités

4.1 Gouvernance de l'Initiative ADRF

Équipe du programme : Une équipe dédiée de la GFDRR à Bruxelles gère la mise en œuvre de l'Initiative ADRF, en assurant sa coordination au quotidien avec la Commission européenne, le Secrétariat ACP, et les autres partenaires à la mise en œuvre du Programme ACP-UE *Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne* ainsi que d'autres parties prenantes. L'équipe de la GFDRR à Bruxelles veille également à la visibilité effective et à la coordination du plan de travail et des activités de l'Initiative ADRF, dont l'exécution conjointe est confiée à trois équipes au sein de la Banque mondiale :

- ✱ L'équipe Afrique de Gestion des risques de catastrophe, qui fait partie du Pôle mondial d'expertise de développement social, urbain et rural et résilience de la Banque mondiale⁹, mène le dialogue sur la gestion des risques de catastrophe avec les pays africains ;
- ✱ Le laboratoire d'innovations de la GFDRR (Innovation Lab)¹⁰, mène les travaux en vue de créer l'environnement propice au financement des risques et de faciliter des initiatives régionales de partage des risques et des connaissances ;
- ✱ Le Programme de financement et d'assurance des risques de catastrophe (DRFIP)¹¹, un partenariat commun entre le Pôle mondial d'expertise Finances et marchés de la Banque mondiale et la GFDRR, mène le dialogue concernant le financement des risques de catastrophes avec les gouvernements et les autres interlocuteurs.

Coordination : Dans un souci d'efficacité et pour éviter les duplications, les activités de l'ADRF sont étroitement coordonnées avec les autres programmes en cours financés par l'UE (par l'intermédiaire des délégations de l'UE), des agences des Nations unies, la Banque mondiale/GFDRR et d'autres partenaires au développement. Une attention particulière est accordée à la coordination entre les différents résultats de ce Programme et le Plan d'action de la CUA pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la réduction des risques de catastrophe (2006-15) et le Plan d'action révisé (présenté à la plateforme régionale africaine sur la réduction des risques de catastrophes en novembre 2016, à l'île Maurice) lors des réunions semestrielles du Comité de pilotage du programme, des réunions trimestrielles du Comité technique du programme ainsi que par la coordination active de la GFDRR avec les partenaires de mise en œuvre de R1 (CUA et UNISDR), R2 (Banque mondiale-GFDRR), R3 (BAD) et R4 (UNISDR). Une attention spécifique a été accordée à la coordination des Résultats R4 et R5 pour veiller à la complémentarité des activités visant à améliorer l'accès aux informations sur les risques.

⁹ <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTJOBSNEW/O,,contentMDK:23677370~pagePK:8453902~piPK:8453359~theSitePK:8453353,00.html>.

¹⁰ Le laboratoire « Innovation Lab » de la GFDRR soutient le recours aux sciences, aux technologies et à l'accès libre aux données en prônant de nouvelles idées et l'élaboration d'outils inédits en vue de donner les moyens aux décideurs dans des pays vulnérables de renforcer leur résilience. Voir <https://www.gfdr.org/innovation-lab>.

¹¹ Le DRFIP a été créé en 2010 pour améliorer la résilience financière des États, des entreprises et des ménages contre les catastrophes naturelles. Voir <http://www.worldbank.org/en/programs/disaster-risk-financing-and-insurance-program#1>.

Sous la direction de la CUA et de l'UNISDR, la GFDRR/Banque mondiale contribue également au suivi, aux rapports d'activités et à la communication concernant la progression du programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne.

Comité de pilotage : Dans le cadre du programme de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne, l'Initiative ADRF rend compte au Comité de pilotage du Programme (CPP)¹². Le CPP est organisé deux fois par an afin de superviser la mise en œuvre générale des activités, d'établir et de valider la direction stratégique du programme.

4.2 Cadre de suivi et évaluation

Un cadre de suivi et d'évaluation (S&E) a été élaboré en vue de suivre l'avancement de la mise en œuvre de l'Initiative ADRF. Celui-ci évalue la contribution respective de chaque activité par rapport aux objectifs de l'initiative et en présente l'état d'exécution. Ce cadre est conforme au cadre S&E du programme de *Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne* dont la responsabilité incombe à la CUA et à l'UNISDR (R1).

¹² Les organisations suivantes font partie du CPP : la CUA, les CER (CEDEAO, l'IGAD, la CEEAC et la SADC), la BAD, UNISDR, la GFDRR et la Banque mondiale, le Secrétariat ACP et avec le statut d'observateur, l'UE, l'État accueillant la réunion, Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), EUMETSAT et des représentants du Centre climatique régional de la région où est organisée la réunion.

5. Progrès réalisés par composante opérationnelle

Entre août 2014 et janvier 2015, l'équipe s'est focalisée sur la mise en place de la structure de l'Initiative ADRF, la rédaction du plan de travail pour la première année de mise en œuvre et des lignes directrices de visibilité, et la coordination avec les partenaires de l'Initiative ADRF, y inclus l'UE, principalement par le biais de la délégation de l'UE à l'Union africaine à Addis-Abeba. Un atelier de préparation s'est tenu à Bruxelles du 23 au 26 septembre 2014, avec des représentants de l'Union européenne, du Secrétariat ACP, d'UNISDR, de la CUA, de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT) et des CER africaines. Même si les travaux de l'atelier étaient principalement axés sur R2, une session de travail spécifique a été consacrée à la coordination entre les différents Résultats du Programme de coopération UE-ACP de Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne.

L'Initiative ADRF a été officiellement lancée le 17 novembre 2015 à l'occasion d'une cérémonie à Addis-Abeba, lors de la conférence Comprendre les risques et la finance (URF) (voir la section 5.3 ci-après).

5.1. Composante A : Création de l'environnement de données propice au financement des risques

L'un des principaux objectifs de l'Initiative ADRF est de créer un environnement de données propice au financement des risques. À cette fin, des activités spécifiques ont été lancées en vue de renforcer les capacités de pays africains sélectionnés à produire des informations sur les risques de catastrophes, à y avoir accès et à les utiliser. Ces activités ont cherché à mieux faire comprendre et faire prendre conscience des risques de catastrophes et risques climatiques en Afrique subsaharienne comme étape fondamentale à l'élaboration de stratégie de financement des risques de catastrophe ; elles ont porté également sur les approches et les outils existants de financement des risques.

Ces activités spécifiques incluent :

- ✱ La création de **profils de risques multi-aléas simplifiés au niveau national** dans cinq pays : l'Éthiopie, le **Kenya**, le **Niger**, le **Sénégal** et l'**Ouganda** (voir Encadré 1 ci-dessous). Ces profils ont été créés à partir de données locales disponibles et accessibles à l'international en conjonction avec des méthodologies scientifiquement approuvées. Les profils de risques ont été conçus pour étayer l'établissement des stratégies de gestion des risques de catastrophes dans ces cinq pays, notamment des programmes d'investissement dans la réduction des risques et la protection financière. Au début 2016, ce travail s'est étendu à quatre profils

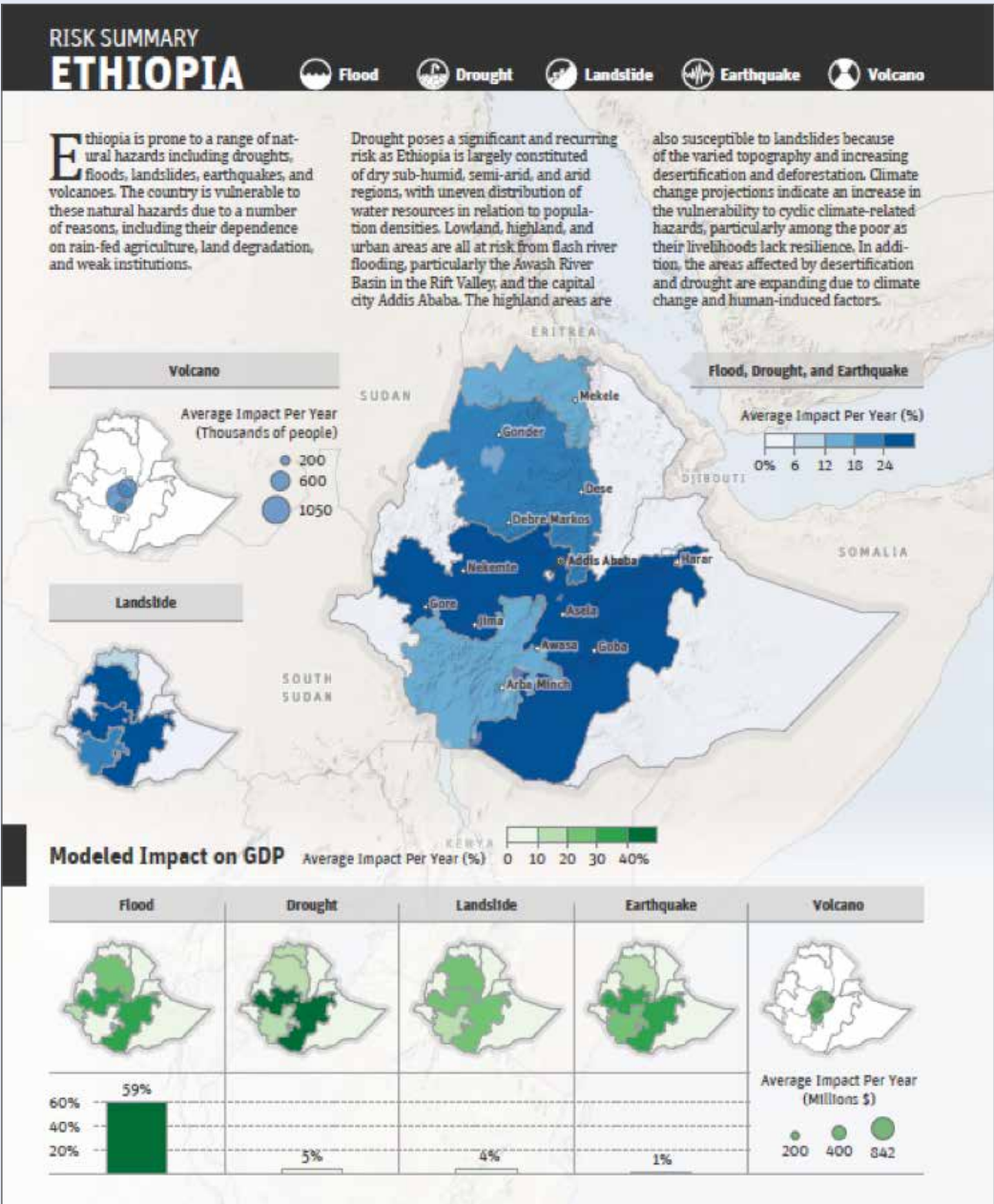
de risques supplémentaires (pour le **Cap-Vert**, le **Malawi**, le **Mali** et le **Mozambique**), en réponse à l'intérêt manifesté par les gouvernements de ces États pour entreprendre des activités de financement du risque de catastrophe.

- ✱ À ces profils se sont ajoutées deux **études analytiques de l'impact des catastrophes sur la pauvreté**, réalisées en 2016 : *Bien-être, croissance des revenus et situations de crise en Ouganda et Vulnérabilité vis-à-vis de la pauvreté en milieu rural au Malawi*. Ces études vont permettre d'orienter les pays à définir leurs actions et leurs investissements prioritaires en matière de GRC pour pallier les impacts des bouleversements que les catastrophes naturelles peuvent avoir sur le bien-être des ménages,¹³ élément essentiel de toute stratégie de financement des risques de catastrophes, surtout pour planifier des programmes de protection sociale. À partir de ces rapports, l'équipe ADRF a réalisé une série d'affiches et de brochures destinés à vulgariser les résultats pour les non-spécialistes. Des versions en ligne seront également disponibles auprès de la communauté de pratique Afrique.¹⁴ S'il y a lieu, les brochures seront présentées lors d'événements de formation dans l'ensemble de la région. Pour plus d'information, voir l'Annexe 1.
- ✱ Enfin, au cours de la première année de mise en œuvre, des discussions initiales ont eu lieu avec les gouvernements et les partenaires au développement en vue d'élaborer et de mettre en œuvre des **initiatives d'évaluation des risques** en fonction de la demande. Ces initiatives visent à permettre aux gouvernements de mieux comprendre les risques de catastrophes qui les caractérisent en utilisant des données infranationales pour réaliser des évaluations sur des secteurs spécifiques dans un pays (contrairement à des profils de risques simplifiés sur le plan national). Elles aideront les décideurs à réduire et à atténuer les risques, à mieux se préparer aux catastrophes naturelles et à fournir un aperçu précis de l'exposition financière. Un plan de travail préliminaire visant à élaborer un outil de référence pour une évaluation des besoins post-catastrophe (PDNA) sur mesure et simplifiée pour l'**Ouganda** a été préparé et discuté avec le gouvernement et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Au **Niger** et au **Sénégal**, des géo-portails d'informations sur les risques ont été mis en place. Des premières discussions avec le gouvernement du **Malawi** ont aussi eu lieu en vue d'appuyer des projets de GRC, visant notamment l'élaboration d'un modèle détaillé des risques d'inondations dans le nord du pays et le soutien à des plateformes de données géo-spatiales.

¹³ Comprendre l'impact que des catastrophes naturelles peuvent avoir sur le bien-être des ménages est conforme avec l'objectif double de prospérité partagée et de réduction de la pauvreté de la Banque mondiale, ainsi qu'avec la politique de développement de l'UE et avec les stratégies de développement des pays.

¹⁴ Une communauté de pratique de l'évaluation des risques et du financement des risques a été établie pour l'Afrique subsaharienne, s'appuyant sur les efforts de la Conférence Comprendre les risques qui s'est déroulée au Cap en 2012 et en perspective de la Conférence Comprendre les risques et la finance (URF) en novembre 2015. La communauté de pratique fait partie intégrante de la communauté mondiale Comprendre les risques (www.understandrisk.org).

Encadré 1 - Fait saillant : Profils de risques simplifiés



Les équipes opérationnelles de la Banque mondiale ont réalisé des profils de risques multi-aléas de haut niveau sur le plan national au Sénégal, en Éthiopie, en Ouganda, au Niger et au Kenya. Ces profils prennent en compte les risques de sécheresses, d'inondations, de glissements de terrain, de tremblements de terre et d'éruptions volcaniques (en fonction des aléas dans chaque pays), et montrent les répercussions qu'ils pourraient avoir sur la croissance socio-économique et le changement climatique. Toutes les données recueillies et créées par l'élaboration de ces profils seront disponibles publiquement sur la plateforme géospatiale de la GFDRR et sur celles des pays au début de 2017.

Des supports de communication imprimés et en ligne sont en cours d'élaboration pour différentes parties prenantes nationales. Les informations et les données sur les risques peuvent être reprises pour réaliser une analyse des risques plus détaillée. Les données sur les aléas sont utiles pour les activités de préparation aux catastrophes naturelles, ainsi que pour éclairer le dialogue concernant le coût financier des catastrophes. Les discussions avec les gouvernements serviront à mettre en avant la marche à suivre, notamment pour améliorer les données sur l'exposition et relancer les modèles, partager les données et relever les situations nécessitant une analyse plus approfondie.

5.2 Composante B : Soutien apporté aux pays à l'élaboration de stratégies de financement des risques

Un autre objectif de l'Initiative ADRF est d'aider les pays à élaborer des outils de prise de décisions financières et des stratégies nationales de financement des risques intégrées en vue de renforcer leurs capacités d'interventions post-catastrophe et de passer ainsi d'une démarche de mobilisation des ressources ex-ante à une démarche d'exécution des ressources post-catastrophe. L'Initiative ADRF utilise une approche en trois phases pour une assistance technique ciblée :

- * Phase 1 : Identification des besoins et priorités du pays.
- * Phase 2 : Inscrire ces priorités dans des stratégies d'action en réunissant des éléments de stratégies de financement des risques de catastrophes. Cette approche pourrait inclure les éléments suivants : l'examen des instruments budgétaires existants et des cadres de dépenses, l'évaluation des outils de réponse actuels et les sources de financements, le potentiel d'établir des fonds de réserve et d'utiliser des prêts et subventions conditionnels, l'estimation de l'utilisation des contrats d'assurance au niveau national et le renforcement des mécanismes d'assurance tels qu'au travers des systèmes nationaux de protection sociale pour les virements en espèces, fondés par les fonds de contingence et les solutions assurantielles.
- * Phase 3 : Concevoir et mettre en œuvre des politiques, instruments et stratégies de financement des risques.

Au cours des deux premières années de mise en œuvre de l'Initiative ADRF, les travaux ont porté sur la Phase 1 : identification des besoins et des priorités. Les équipes opérationnelles ADRF travaillant sur la thématique du financement des risques ont réalisé des **missions dans 11 pays (Éthiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Sénégal et Afrique du Sud)** et ont mis en œuvre les activités suivantes :

- * Engager le dialogue avec les gouvernements sur le financement des risques ;
- * Identifier les instruments existants de GRC et en financement des risques de catastrophes
- * Évaluer la demande et le niveau d'engagement de la part des interlocuteurs des ministères des Finances ;
- * Relever les points d'entrée pour des activités susceptibles de réaliser des synergies entre des opérations et des programmes qui se complètent mutuellement et sont soutenus par des organisations de développement et humanitaires ; et
- * Identifier des interlocuteurs et des partenaires locaux.

Les principaux résultats se sont présentés sous la forme de **rapports de diagnostic initiaux sur le financement des risques de catastrophes** pour le **Kenya**, le **Sénégal**, **Madagascar** et **l'Afrique du Sud**. Ceux-ci se sont concentrés sur des problématiques différentes en fonction du contexte de chaque pays et des demandes spécifiques des gouvernements respectifs. Pour le Sénégal et le Kenya, par exemple, le diagnostic a consisté à faire l'état des lieux des mécanismes existants pour le financement de la réponse aux catastrophes ; pour **Madagascar**, le diagnostic a fourni

un aperçu des efforts déployés visant à évaluer l'impact budgétaire du cyclone tropical Chezda (en janvier 2015); et pour **l'Afrique du Sud**, un diagnostic a été établi sur les coûts budgétaires estimés d'interventions spécifiques destinées à soutenir le marché de l'assurance agricole.

Le tableau 1 ci-dessous dresse le récapitulatif du niveau de la demande et des besoins et priorités de chaque pays suite à ces missions.

Tableau 1. Résumé des domaines prioritaires de soutien demandés par les pays dans le cadre de l'Initiative ADRF

Domaines prioritaires de soutien demandé pour l'élaboration de stratégies et d'instruments de financement des risques de catastrophe	Pays									
	Éthiopie	Kenya	Lesotho	Madagascar	Mali	Mauritanie	Mozambique	Niger	Ouganda	Sénégal
Développement de fonds de contingence		X		X			X			
Mise en œuvre de solutions d'assurance au niveau national	X									
Approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de systèmes de protection sociale réactifs aux crises	X	X	X		X	X		X	X	
Élaboration d'approches de gestion des risques financiers pour favoriser l'établissement de marchés d'assurance agricole		X								X
Assistance à la cartographie des mécanismes et des coûts d'intervention existants (parmi les acteurs gouvernementaux, humanitaires et développement)		X			X	X		X		X
Elaboration d'une stratégie de financement des risques de catastrophe par le ministère des finances	X	X					X			

Les principales activités sont résumées ci-dessous.

✱ **Fonds de contingence : Le Kenya, le Mozambique et Madagascar** ont demandé le soutien de la Banque mondiale par le biais de l'Initiative ADRF à l'établissement de fonds de contingence : il s'agit là d'un outil utile et efficace pour fournir des ressources en cas de sécheresse. Les fonds de contingence constituent un pilier important du financement des risques de catastrophes, or ils sont largement absents dans la région. Cette absence s'explique par les coûts financiers d'opportunité associés à la mise de côté de fonds susceptibles de rester inutilisés, par des restrictions juridiques ou institutionnelles et par des problèmes d'économie politique liés à la protection des ressources réservées à des urgences. L'expérience recueillie à l'échelle mondiale montre que la mise en place de fonds contingents efficaces en cas de catastrophe relève d'un processus qui s'inscrit sur la durée.

Au **Mozambique**, les activités suivantes ont été mise en œuvre : (i) organisation d'un atelier d'introduction au financement des risques de catastrophe, (ii) l'élaboration de

termes de référence (TdR) et recrutement d'un consultant qui fournira une assistance technique au gouvernement pour l'évaluation des conditions nécessaires à l'établissement et au fonctionnement transparent d'un fonds national pour la gestion de catastrophes, (iii) l'élaboration de TdR et recrutement d'un consultant pour une étude complémentaire afin de mieux comprendre l'impact économique et fiscal des catastrophes, et (iv) l'identification de responsables gouvernementaux chargés de la formation d'une équipe technique afin d'appuyer l'élaboration d'une stratégie de financement des risques de catastrophe. De surcroît, le **Mozambique** et **Madagascar** ont reçu une assistance technique à l'élaboration d'un mécanisme de réponse immédiate (MRI), qui a comporté la préparation et la validation de manuels des opérations MRI. En cas de déclenchement d'une situation d'urgence ou d'une crise, le MRI permet à un pays de l'Association internationale de développement (*International Development Agency* - IDA) de réaffecter rapidement des fonds à partir de projets d'investissement qui intègrent une composante contingente de réponse d'urgence (CERC), afin de les allouer à des mesures de relèvement et de reconstruction. Des CERC ont été incluses dans plusieurs opérations d'investissement au **Mozambique**, à **Madagascar** et au **Niger** et le MRI est désormais opérationnel dans ces trois pays. Il s'agit là d'une avancée positive pour doter ces pays d'un instrument contingent susceptible de faire partie intégrante de la stratégie globale de financement des risques.

✱ **Solutions d'assurance au niveau national** : Une assurance-sécheresse au niveau national, qui inclut dorénavant les inondations et les cyclones, est proposée aux pays de la région par l'ARC.¹⁵ L'ADRF travaille en étroite collaboration avec l'ARC afin de relever les synergies qui existent avec les besoins d'assistance technique des pays participants. En avril et mai 2016, l'équipe ADRF a entamé un dialogue avec le gouvernement d'**Éthiopie**, suite à une invitation du Département britannique pour le développement international (le DFID) et des équipes de la Banque mondiale à l'appui d'un programme de filet de sécurité sociale productif (PSNP), ceci afin d'explorer des solutions de financement des risques pour transposer à plus grande échelle le PSNP. Le gouvernement a alors adressé à l'ADRF une demande d'appui pour évaluer les options d'assurance qui lui sont proposées à la fois par l'ARC et par Swiss Re.¹⁶ Ces activités ont commencé en juillet 2016.

✱ **Financement des risques pour des filets de sécurité sociale réactifs aux crises**. Les pays de la région ont manifesté un vif intérêt à l'idée de renforcer les programmes existants de filet de sécurité sociale national, ou d'en créer de nouveaux, capables de mobiliser de l'aide en cas de catastrophe. Les facteurs suivants expliquent cet intérêt : i) des niveaux élevés d'exposition à la sécheresse dans la région, dont les premières victimes sont les ménages pauvres et vulnérables dans les zones rurales et isolées ; ii) une démarche à haut niveau axée sur les populations pauvres et vulnérables par le biais d'investissements importants dans des programmes nationaux et soutenus par des partenaires en vue d'en améliorer

¹⁵ La CUA a créé la mise en commun de risques nationaux par l'intermédiaire de l'ARC. En 2014/5, quatre États africains : le Kenya, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal, ont souscrit auprès d'ARC Ltd une assurance sécheresse d'une valeur totale de 129 millions moyennant une prime s'élevant à 17 millions de dollars versée par ces États. Suite à une mauvaise saison agricole au Sahel, dès février 2015 les trois États membres ont reçu des indemnités d'ARC Ltd dont le montant s'est élevé au total à 26 millions de dollars, ce qui leur a permis de venir en aide en temps voulu à 1,3 million de personnes et à plus d'un-demi-million de têtes de bétail. Cette intervention atteste de la validation de principe de l'ARC, qui consiste à soutenir une intervention précoce dans les pays. En mai 2015, l'ARC a ajouté trois pays au pool : la Gambie, le Mali et le Malawi. En plus des quatre États-membres d'origine, chacun de ces pays ont obtenu une assurance sécheresse pour l'année de police 2015/16 d'un montant s'élevant à 178 millions de dollars au total, moyennant une police de 24,7 millions de dollars. Pour la saison agricole 2015/16, aucune indemnité n'a été versée.

¹⁶ <http://www.swissre.com/>.

l'identification, le ciblage et la capacité à les atteindre ; et iii) l'absence d'autres voies officielles, de programmes ou d'entités au sein des structures du gouvernement capables de mettre en œuvre des programmes d'intervention à grande échelle portant sur l'ensemble du pays. La composante du financement des risques de catastrophes de ce travail consiste à analyser les besoins de données, à créer des scénarios de couverture d'assurance et à en quantifier les coûts afin de contribuer à la prise de décisions en vue de son application à plus large échelle. Une fois tous ces éléments en place, il est alors possible de mettre sur pied une stratégie de financement des risques visant à soutenir l'application à plus large échelle de filets de sécurité.

En termes d'engagement spécifique, l'Initiative ADRF a reçu des demandes d'assistance dans ce domaine de la part **de l'Éthiopie, du Kenya, du Lesotho, du Mali, de Mauritanie, du Niger et de l'Ouganda**. L'Initiative ADRF a soutenu des missions d'étude dans ces pays afin de mieux comprendre les besoins et les priorités tenant à l'élaboration de filets de sécurité sociale réactifs aux crises. Ces informations sont en train d'être utilisées en vue de concevoir une assistance technique qui sera mise en place d'ici la fin de 2016. Au **Kenya**, l'Initiative ADRF a également contribué à élaborer une approche pour orienter la prise de décisions concernant les coûts financiers de l'extension du programme de filet de sécurité contre la faim en réponse à une situation de sécheresse. Cette démarche a consisté à analyser les coûts historiques de la sécheresse et à créer un outil capable d'élaborer différents scénarios de couverture (qui, combien, où et pendant combien de temps) et d'en estimer les coûts. À l'avenir, ce type d'informations pourra être utile pour mettre sur pied une stratégie de financement des risques de catastrophe plus complète et mettre en place des accords pré-négociés entre les gouvernements concernés et les partenaires sur la façon de se partager les coûts d'interventions rapides.

✱ **Financement des risques par le développement des marchés de l'assurance agricole.**

Plusieurs partenaires avec lesquels l'Initiative ADRF est en étroite coordination apportent leur soutien aux efforts visant à renforcer les marchés de l'assurance agricole. On compte parmi eux, entre autres, le Mécanisme mondial d'assurance basé sur un indice (*Global Index Insurance Facility*),¹⁷ le programme de développement de l'assurance agricole et l'Institut international de recherche sur l'élevage¹⁸. Les enseignements tirés de l'expérience mondiale montrent qu'un certain degré de prise en charge de la part du secteur public est nécessaire pour appliquer ces programmes à plus grande échelle. Pour cela, l'Initiative ADRF cherche à relier le dialogue macro-politique autour du financement des risques à des programmes de micro-assurance. Les demandes spécifiques adressées à l'Initiative ADRF dans ce domaine sont les suivantes :

- Au **Kenya**, l'élaboration d'un nouveau programme d'assurance pour la culture et l'élevage lancé par l'État a reçu le soutien du Fonds fiduciaire du programme de développement de l'assurance agricole.¹⁹ En place depuis octobre 2015, cette police d'assurance sur l'élevage, protégeant 5 000 éleveurs vulnérables contre la sécheresse, devrait être élargie à 70 000 éleveurs répartis dans 14 comtés d'ici 2017. Un programme d'assurance pour la récolte pour les nouveaux cultivateurs de maïs et de blé a été lancé en mars 2016.

¹⁷ http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/industry_ext_content/ifc_external_corporate_site/industries/financial+markets/retail+finance/insurance/global+index+insurance+facility.

¹⁸ <https://www.ilri.org/>.

¹⁹ Financé par USAID et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Le soutien financier à ces programmes, apporté par l'État sous forme de cofinancement des subventions de prime, est l'une des composantes de plusieurs interventions de financement des risques soutenues par le ministère des Finances, qui a demandé de l'assistance en vue d'améliorer l'organisation et la coordination stratégiques globales de ce programme parallèlement à d'autres initiatives. Cette demande constitue la base de la conception de l'assistance technique que l'Initiative ADRF apporte au ministère des Finances du Kenya en vue d'élaborer une stratégie de financement des risques de catastrophe.

- En **Afrique du Sud**, les coûts élevés des interventions suite à la sécheresse de 2016 ont amené le gouvernement à demander l'assistance de l'Initiative ADRF en vue d'envisager des moyens de soutenir l'élaboration d'un programme d'assurance agricole. Suite à cette demande, un diagnostic officiel a été établi afin d'étudier les coûts budgétaires de trois différents mécanismes pouvant potentiellement bénéficier de soutien public afin de renforcer et d'élargir les programmes commerciaux d'assurance agricole. Le gouvernement sud-africain est en train d'évaluer le rapport dans le cadre de son processus décisionnel en vue de déterminer s'il souhaite y donner suite par un programme national et le cas échéant, de quelle manière.

✱ **Assistance à la cartographie des mécanismes et des coûts d'intervention existants.** Dans de nombreux pays africains, les passifs éventuels liés aux catastrophes naturelles sont financés en grande partie par un large éventail de partenaires humanitaires et de développement en complément de l'État. Pour la plupart des pays, avant d'élaborer une stratégie cohérente de financement des risques de catastrophe, il est important de comprendre les mécanismes et les outils d'intervention existants, qui sont souvent fragmentés et mal coordonnés. **Le Kenya, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal** considèrent ceci comme une priorité et ont adressé spécifiquement des demandes d'assistance à l'Initiative ADRF. L'Initiative ADRF a réalisé un diagnostic initial pour le **Kenya** et le **Sénégal** et a effectué un travail préliminaire de diagnostic pour le **Madagascar**.

✱ **Elaboration d'une stratégie de financement des risques de catastrophe par le ministère des Finances.** Afin que l'Initiative ADRF puisse apporter une assistance technique à l'élaboration de stratégies de financement des risques de catastrophe, une condition préalable importante est la demande et la forte adhésion de la part du ministère des Finances concerné. Le financement des risques de catastrophe étant un nouveau secteur et domaine d'action, l'Initiative ADRF s'est attachée dans un premier temps à en présenter les concepts et les approches. Les ministères des Finances du **Kenya** et du **Mozambique** ont manifesté leur intérêt à recevoir un soutien pour l'élaboration d'une stratégie de financement des risques. Dans ces deux pays, les efforts visant à engager cette assistance technique ont été ralentis par des événements politiques concernant des acteurs clés du gouvernement. L'Initiative ADRF va toutefois continuer de donner la priorité à ces pays dans le but d'y initier un appui plus soutenu au cours de l'année à venir.

Encadré 2 : Point de mire sur le Kenya



Nairobi. Source : © Joshua Wanyama/Dreamstime.com

Le Kenya offre un bon exemple de la portée des activités mises en œuvre au titre de la Composante B de l'Initiative ADRF. En ce qui concerne les activités spécifiques au Kenya, l'équipe a réalisé :

- ✱ **Les profils de risques du pays** en matière d'inondations/de sécheresses, d'exposition, de tremblements de terre, de glissements de terrain et d'éruptions volcaniques.
- ✱ **Un diagnostic récapitulant l'ensemble des instruments de financement existants ou prévus**, et notamment l'assurance sécheresse au niveau nationale par l'intermédiaire de l'ARC, la ligne de crédit conditionnelle auprès du Fonds monétaire international (FMI), la proposition d'un Fonds de contingence national en cas de sécheresse, le Fonds de contingence en cas de sécheresse financé par l'Union européenne, le Dispositif d'intervention et de réponse aux urgences du Projet régional de résilience des moyens de subsistance des populations pastorales (RPLRP), la composante évolutive du Programme de

filet de sécurité contre la faim (HSNP), ainsi que divers programmes d'assurance agricole. Ces instruments sont utilisés pour financer les interventions en cas de catastrophe, surtout après les sécheresses majeures qui frappent régulièrement le pays tous les trois à quatre ans. Le ministère des Finances souhaite adopter une approche stratégique globale plus formelle et mieux à même de soutenir les décisions de l'État visant à formaliser et financer les interventions en cas de catastrophe. Le diagnostic tient compte de ces instruments pour les intégrer dans l'ébauche d'une stratégie de financement des risques.

- ✱ **Un outil d'analyse** (cofinancé avec d'autres sources de financement de la GFDRR), en vue d'aider à l'élaboration de différents scénarios d'application à plus large échelle du HSNP et d'en analyser les coûts. Le HSNP s'en est servi pour informer les stratégies d'extension en réponse aux sécheresses d'avril et mai 2016.

5.3 Composante C : Facilitation d'initiatives régionales de financement des risques et de partage des connaissances

L'Initiative ADRF a facilité le partage des connaissances et des méthodes les plus performantes concernant les solutions d'évaluation et de financement des risques. Avec la participation de partenaires travaillant sur d'autres Résultats, les activités ont cherché à renforcer les initiatives régionales de partage des connaissances sur l'évaluation et la gestion des risques physiques et financiers.

Au titre de cette Composante, la **conférence Comprendre les risques et la finance (URF)** qui a eu lieu du 17 au 20 novembre 2015 à Addis-Abeba, accueillie par l'Union africaine, est l'un des résultats majeurs de l'Initiative ADRF. Cette conférence, qui a réuni 450 participants venus du monde entier, a présenté aux décideurs politiques africains et aux experts en GRC les méthodes les plus performantes en matière d'évaluation et de financement des risques. Elle a également servi de plateforme aux autres résultats du programme ACP-UE de *Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne* favorisant la participation des parties prenantes, la mise en évidence des méthodes les plus performantes et l'échange de connaissances. Pour en savoir plus, voir l'Encadré 3 et l'Annexe 1.

L'OpenDRI²⁰ a été mise en œuvre au **Malawi** et au **Niger** ainsi que dans divers États insulaires de l'océan Indien dans le cadre de l'**Initiative d'évaluation et de financement des risques dans les îles du sud-ouest de l'océan Indien (South-West Indian Ocean Risk Assessment and Financing Initiative - SWIO RAFI)**²¹ (voir ci-dessous). L'OpenDRI a pour objectif de renforcer les capacités de prise de décision des spécialistes de la GRC en améliorant l'accessibilité aux données. Au **Malawi**, l'Initiative ADRF soutient la mise à jour de MASDAP, la plate-forme de données spatiales du Malawi,²² ainsi que l'organisation de formations à la plate-forme GeoNode²³ et à l'InaSAFE.²⁴ Au **Niger**, des conseils et du soutien technique ont été apportés à l'État en vue d'établir, de tenir à jour et d'utiliser la plate-forme PADRE²⁵ de stockage des données et de visualisation, afin de coordonner la réponse d'urgence.

²⁰ <https://opendri.org/>.

²¹ Avec l'appui financier de l'UE dans le cadre du Programme ACP-UE de réduction des risques liés aux catastrophes naturelles géré par la GFDRR, la Banque mondiale a lancé en 2014 l'initiative d'évaluation et de financement des risques dans le sud-ouest de l'océan Indien (SWIO RAFI). L'objectif de ce programme est de mieux comprendre les risques de catastrophe et les solutions de financement des risques pour les îles de l'océan Indien afin de poser des bases solides à la mise en œuvre future de stratégies de financement des risques de catastrophe. Depuis janvier 2016, les activités restantes relevant de l'initiative SWIO RAFI (surtout sur le plan national) ont été financées par l'initiative ADRF.

²² <http://www.masdap.mw/>.

²³ GeoNode est une application et une plate-forme en ligne dont la fonction est de développer des systèmes d'informations géospatiales et de déployer des infrastructures de données spatiales. Voir <http://www.geonode.org>.

²⁴ InaSAFE est un logiciel en accès libre qui produit des scénarios réalistes d'impact d'aléas naturels en vue d'améliorer les activités de planification, de préparation et d'intervention. Voir <http://www.inasafe.org>.

²⁵ Plate-forme pour l'évaluation des risques de catastrophe et de l'environnement (PADRE). Un exemple à cela est <http://afo.pigeo.fr> : il s'agit de portails nationaux en cours d'élaboration en Gambie, au Niger, au Mali, au Sénégal et au Burundi.

L'Initiative ADRF a également soutenu la mise en œuvre d'activités **SWIO RAFI**. 102 personnes dans l'ensemble des cinq États insulaires ont reçu des formations pratiques aux plates-formes de données géo-spatiales et aux techniques de cartographie participative dans le cadre de l'OpenDRI. Aux **Seychelles** en juin 2016, 20 personnes ont reçu une formation à la plate-forme de données spatiales GeoNode, QGIS²⁶ et à InaSAFE ; aux Comores, une trentaine de personnes ont été formées à la plate-forme GeoNode et au partage de données, et des activités de cartographie communautaire sont prévues dans le pays pour recueillir des données critiques ; à **Madagascar**, entre septembre 2015 et juin 2016, 42 personnes ont été formées à GeoNode, QGIS et InaSAFE dans le cadre de plusieurs activités de formation (cinq ateliers et quatre webinaires) ; des activités de cartographie communautaire sont également prévues pour la collecte de données critiques. Enfin, des représentants des pouvoirs publics de ces États insulaires ont été invités à assister à la conférence URF à Addis-Abeba, dont huit de Madagascar, deux des Seychelles, quatre des Comores et trois de l'île Maurice.

Au début de l'Initiative ADRF, la région du **Sahel** a fait apparaître un fort potentiel de développement des **synergies entre des systèmes d'information spécifiques à des aléas** en vue d'éclairer les évaluations des risques, les systèmes d'alerte précoce, les programmes de protection sociale adaptative et le financement des risques de catastrophe. Une telle démarche permet d'utiliser les informations existantes à des fins multiples. Pour y parvenir, un diagnostic a été réalisé dans les six pays du Sahel²⁷ et au sein des instances sous-régionales concernées afin de faire le bilan des systèmes d'information existants aux niveaux sous-régional et national pour le suivi de la sécurité alimentaire, des phénomènes météorologiques, climatiques et hydrologiques extrêmes et de leurs impacts. Ce diagnostic est désormais utilisé comme un aspect à inclure dans le développement de systèmes d'alerte précoce dans le Sahel, dont des éléments critiques comme l'utilisation optimale des capacités de réponse d'urgence ainsi que des programmes MRI et de filet de sécurité adaptatif (réactif à une situation de crise), en coordination avec le programme de filet de sécurité adaptatif.

L'Initiative ADRF a élaboré un **programme de formation : Les principes fondamentaux du financement des risques de catastrophe**, mis en œuvre pour la première fois à la conférence URF d'Addis-Abeba. Le programme de formation a été adapté et utilisé en Éthiopie et dispensé en interne au moyen d'un webinaire pour le personnel de la Banque mondiale. Le déploiement de ces formations a permis de perfectionner et d'améliorer les supports de formation utilisables soit pour des cours en présentiel que par des cours à distance.

L'Initiative ADRF a également apporté du soutien à plusieurs présentations techniques sur le sujet du financement des risques de catastrophe destinées aux partenaires impliqués dans la préparation du **Sommet humanitaire mondial**, qui a eu lieu à Istanbul en mai 2016. Le partage des connaissances a été assuré sous la forme de présentations techniques destinées au Groupe de haut niveau sur le financement humanitaire du Secrétaire général des Nations Unies (SGNU), coprésidé par la vice-présidente de l'Union européenne, Kristalina Georgieva et le sultan-shah de Malaisie ; et sous forme de contribution aux tables rondes de haut niveau organisées pour gérer les catastrophes différemment et concernant le financement humanitaire. Ces contributions majeures se trouvent dans le rapport du Groupe de haut niveau sur le financement humanitaire et le rapport du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet humanitaire mondial intitulé *Une seule humanité : Des responsabilités partagées* qui traduisent pour la première fois une

²⁶ Système d'information géographique libre en accès libre Voir <http://www.qgis.org/en/site/>.

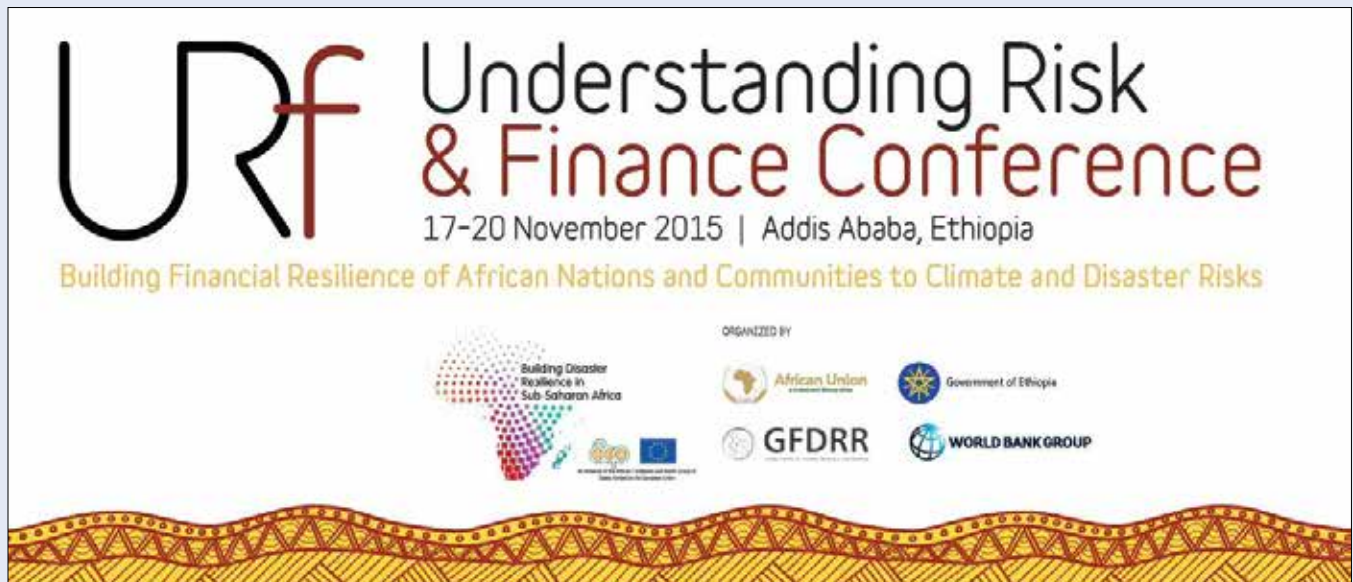
²⁷ Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad.

opinion déclarée de la nécessité de prôner des investissements humanitaires tournés davantage vers la gestion des risques, le financement des risques, le renforcement de la résilience et de faire une meilleure utilisation d'un éventail élargi d'outils et d'approches en termes financiers, notamment par la collaboration avec le secteur privé et de nouveaux types de partenaires. Il s'agit là d'une influence positive et réussie sur l'agenda mondial qui est très pertinente pour les instances régionales et les pays d'Afrique. Il faut y voir aussi un jalon majeur dans les efforts visant à intégrer la gestion des risques de catastrophe dans la politique mondiale, qui devrait intensifier les investissements et les partenariats à son appui.

L'Initiative ADRF a aussi coordonné ces activités avec le **Comité permanent inter-organisations (Regional Inter-Agency Standing Committee - RIASCO)** en vue de soutenir l'élaboration du **Plan d'action El Nino pour les pays de la Communauté de développement d'Afrique australe (Southern African Development Community - SADC)**. L'Initiative ADRF a apporté une expertise technique lors des discussions qui se sont tenues avec les gouvernements en vue de soutenir les besoins humanitaires immédiats, d'esquisser les étapes nécessaires au renforcement de la résilience des populations touchées et de débattre des mesures macro-économiques nécessaires pour aider les pays à améliorer leur résilience financière à faire face à des catastrophes. D'après les estimations de juin 2016, les pays de la SADC dont les populations souffrent le plus de l'actuelle sécheresse sont **le Lesotho, le Malawi, la Namibie, le Swaziland et le Zimbabwe**.

En réponse à des demandes spécifiques de pays, l'Initiative ADRF a contribué à l'évaluation des besoins post-catastrophe entreprise au **Malawi** (qui comportait un volet sur le financement des risques) ainsi qu'à la structuration d'une opération avec un volet d'intervention de crise financée par l'IDA accordé au **Lesotho**. Celle-ci a comporté une composante portant sur l'élaboration de mécanismes destinés à soutenir l'application à plus large échelle du système de protection sociale en cas de crise et a entamé le dialogue avec les pouvoirs publics quant aux mesures à prendre pour entamer l'élaboration d'une stratégie de financement des risques. L'impact de la sécheresse dans la région a accru l'intérêt non seulement des pouvoirs publics, mais aussi des partenaires humanitaires et de développement sur la nécessité d'élaborer un ensemble plus large d'instruments (fonds de contingence, subventions/prêts conditionnels et outils de transferts de risques du marché comme des outils d'assurance et de couverture des prix) à utiliser pour financer les mesures précoces nécessaires pour atténuer les impacts et les coûts des interventions face à la sécheresse.

Encadré 3 : Conférence Comprendre les risques et la finance (URF) - 17 au 20 novembre 2015, Addis-Abeba, Éthiopie



La **conférence Comprendre les risques et la finance (URF)** s'est déroulée à Addis-Abeba du 17 au 20 novembre 2015 et a servi de plateforme pour que les décideurs africains et les spécialistes de la GRC se rencontrent et débattent des stratégies et des approches efficaces en vue de quantifier et de gérer les risques financiers à un niveau régional, national et local, notamment ceux associés aux aléas naturels et au changement climatique.

Organisée conjointement par la GFDRR/Banque mondiale, la CUA, l'UE et le gouvernement éthiopien, cette conférence a réuni 450 participants et un large éventail de partenaires africains, y compris la Banque africaine de développement, l'université d'Addis-Abeba, l'ARC ainsi que 20 autres organisations, dont des entreprises du secteur privé et des compagnies d'assurance. Sur les 95 intervenants, 65 % d'entre eux étaient originaires de la région et 33 % des femmes. La conférence a suscité un suivi soutenu sur les médias sociaux, avec plus de 950 tweets qui ont généré 34 000 réactions.

Les participants ont assisté à des présentations sur les méthodologies et les outils d'identification et de financement des risques et sur les méthodes les plus performantes de renforcement des capacités en Afrique subsaharienne. Cette rencontre a aussi été l'occasion de présenter des outils innovants de production, d'accès et d'utilisation de données pour les stratégies de GRC, notamment pour la réduction des risques et la protection financière. Elle a permis aux participants de partager leurs connaissances et leurs expériences à incorporer les informations sur les risques de catastrophes et climatiques dans leur prise de décisions et à accroître la résilience financière aux aléas naturels. Des experts internationaux de la GRC,

des praticiens, des spécialistes en climatologie et en météorologie et des décideurs politiques s'y sont réunis pour bâtir une communauté soudée et prôner des partenariats non conventionnels. La conférence s'est accompagnée d'ateliers de formation, d'études de cas, d'activités en ligne ainsi que d'une synthèse des débats publiée à l'issue de la conférence.

Un atelier de formation aux nouvelles méthodes les plus performantes en évaluation des risques a également été organisé lors de la conférence. Celui-ci a donné un aperçu des évaluations des risques réalisées en Afrique. Les études de cas présentées ont souligné les grands éléments des évaluations des risques, en soulignant les avantages de fournir aux planificateurs, aux décideurs politiques et au public de meilleures informations sur les risques. Un atelier d'une demi-journée a également été organisé lors duquel des économistes de premier ordre ont présenté leur point de vue sur de grands enjeux, comme l'impact du changement climatique sur les pauvres et la nécessité d'améliorer la coordination et la planification pour assurer de meilleures interventions en cas de catastrophe. Un panel de discussion a débattu des solutions pour aider les pays à se protéger contre les chocs macroéconomiques et des efforts déployés actuellement en Afrique en vue de planifier, de coordonner et de financer à l'avance les interventions pour faire face aux catastrophes.

De surcroît, la conférence a vu la création d'une communauté de pratique de l'évaluation et du financement des risques pour l'Afrique subsaharienne, s'appuyant sur les efforts de la conférence Comprendre les risques qui s'est déroulée au Cap en 2012 et qui ont été repris lors de la conférence URF. Pour en savoir plus, consulter <https://understandrisk.org/event/understanding-risk-finance-conference/>.

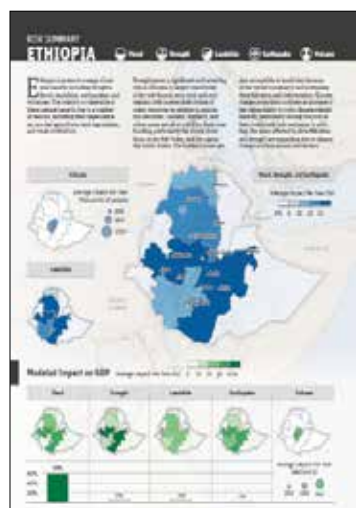
Annexe 1 – Communications et supports de visibilité

Publications et rapports



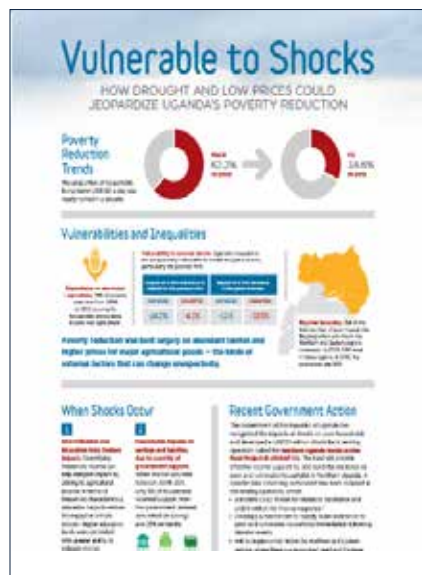
Synthese de la conférence Comprendre les risques et la finance (URF). La Conférence URF s'est déroulée à Addis-Abeba du 17 au 20 novembre 2015. Elle a servi de plateforme pour que des décideurs africains et des spécialistes de la GRC se rencontrent et débattent des stratégies et des approches efficaces en vue de quantifier et de gérer les risques financiers à un niveau régional, national et local, notamment ceux associés aux aléas naturels et au changement climatique. Organisée conjointement par la GFDRR/Banque mondiale, la CUA, l'UE et le gouvernement éthiopien, cette conférence a réuni 450 participants et un large éventail de partenaires africains, y compris la Banque africaine de développement, l'université d'Addis-Abeba, l'ARC ainsi que 20 autres organisations, dont des entreprises du secteur privé et des compagnies d'assurance. Voir ci-dessous les liens vers les documents de la conférence. <https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/URF%20Proceedings.pdf>

La **brochure de l'Initiative ADRF** résume les contributions apportées au renforcement de la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique Subsaharienne face aux impacts des catastrophes naturelles. Elle montre plus précisément la manière dont l'Initiative ADRF aide à soutenir l'élaboration de stratégies de financement multirisques aux niveaux régional, national et local pour aider les pays africains à prendre des décisions éclairées, à améliorer les capacités d'intervention financière après la survenance d'une catastrophe et à atténuer les impacts socio-économiques, budgétaires et financiers des catastrophes.



Profils de risques. Les équipes opérationnelles de la Banque mondiale ont réalisé des profils de risques multi-aléas de haut niveau sur le plan national au Sénégal, en Éthiopie, en Ouganda, au Niger et au Kenya. Ces profils prennent en compte les risques de sécheresses, d'inondations, de glissements de terrain, de tremblements de terre et d'éruptions volcaniques, en fonction de la présence de ces aléas dans chaque pays ; ils montrent la manière dont ces risques vont changer à l'avenir avec la croissance socio-économique et le changement climatique. Toutes les données recueillies et créées par l'élaboration de ces profils seront disponibles au public sur la plateforme géo-spatiale de la GFDRR et sur les plateformes géo-spatiales des pays. L'ensemble des données et les informations sur les risques peuvent servir à prioriser une analyse des risques plus détaillée et les ensembles de données sur les aléas à utiliser dans les activités de préparation, ainsi qu'à éclairer le dialogue sur le coût financier des catastrophes.

Infographie – Études sur la pauvreté



Deux études analytiques sur l'impact des catastrophes sur la pauvreté ont été réalisées, à savoir **Bien-être, croissance des revenus et situations de crise en Ouganda** et **Vulnérabilité vis-à-vis de la pauvreté en milieu rural au Malawi** (disponibles en anglais uniquement). À partir de ces rapports, l'équipe ADRF a réalisé une série d'affiches et de brochures destinées à en faire ressortir les constats pour les non-spécialistes. Ces documents concernant l'Ouganda seront disponibles en octobre 2016 et ceux concernant le Malawi en Novembre 2016. De plus, les versions en ligne seront partagées avec la communauté de pratique pour l'Afrique.

Le pdf de la brochure de l'Ouganda est disponible à https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/Vulnerable%20to%20Shocks%20-%20Uganda_GFDRR.pdf.

Le pdf de la brochure du Malawi est disponible https://www.gfdr.org/sites/default/files/publication/000751_World%20Bank%20GFDRR_Malawi_IFGRPHC_v8.pdf.

Articles & Blogs

<https://goo.gl/tOBiuf>

<https://goo.gl/tjpGwF>

<https://goo.gl/42eOk9>

<https://goo.gl/o68bBS>

<https://goo.gl/rwujrS>

<https://goo.gl/jEPpae>



Pages web et vidéos

Page web de la conférence URF (qui comporte le résumé de l'événement) : <https://goo.gl/GeDTW6>

Vidéos de la conférence URF disponible ici : <https://goo.gl/g8sxRQ>



Le coucher du soleil, Mali. *Source* : © Curt Carnemark / Banque mondiale



Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

La GFDRR est un partenariat mondial qui aide les pays en développement à mieux comprendre leurs vulnérabilités aux aléas naturels et à les réduire, et à s'adapter au changement climatique. Travaillant avec plus de 400 partenaires locaux, nationaux, régionaux et internationaux, la GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques. Gérée par la Banque mondiale (www.worldbank.org), la GFDRR reçoit l'appui de 34 pays et de dix organisations internationales. Pour plus d'information: www.gfdr.org

Le Programme de gestion des risques de catastrophes en Afrique (AFR DRM) de la Banque mondiale

Le Programme AFR DRM de la Banque mondiale s'engage à appuyer les communautés d'Afrique subsaharienne à renforcer leur résilience climatique et face aux catastrophes pour un développement durable. Il est actuellement desservi par 58 points focaux répartis dans 48 pays et dispose d'un portefeuille de 5,4 milliards de dollars, soit environ 10% du portefeuille de la Banque mondiale pour l'Afrique. Cela comprend un portefeuille d'investissement de GRC de plus d'un milliard de dollars et de 50 millions de subventions pour assistance technique dans plus de 28 pays. Grâce à ses opérations d'investissement et d'assistance technique, l'équipe AFR DRM s'efforce de développer des synergies efficaces avec d'autres initiatives telles que les différents domaines de résultats du Programme ACP-UE « Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne » et autres initiatives ACP-UE.

Le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes

Le Programme de Financement et d'assurances des risques de catastrophes (DRFIP) est un partenariat commun entre le Pôle mondial d'expertise Finances et marchés de la Banque mondiale et la GFDRR. Ce Programme a été créé en 2010 afin de faciliter la résilience financière des gouvernements, entreprises et ménages face aux catastrophes naturelles. Pour plus d'information: <http://www.worldbank.org/en/programs/disaster-riskfinancing-and-insurance-program#1>.

Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne – Resultat 5



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery

Facilité mondiale pour la prévention des risques de catastrophes et le relèvement (GFDRR)

Banque mondiale – Bureau de Bruxelles
17, av. Marnix – B-1000 Bruxelles, Belgique

www.gfdr.org